

Arrêté n° 2025-273

Objet : Autorisation d'occupation temporaire du
domaine public devant le 26 rue Ollivier
Perrin du 02 au 24 octobre 2025.

Le Maire de la commune de ROSTRENEN,

- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2212-4, L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-2-2° et 2213-4;
Vu le code pénal, et notamment l'article R 610-5 ;
Vu le code de la route, et notamment l'article R 411-8 ;
Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière, huitième partie;
Vu Les tarifs en vigueur suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2024

Considérant
Considérant

L'octroi d'une occupation prolongée du domaine public fait l'objet d'une redevance d'occupation temporaire.
La demande d'occupation du domaine public sollicité par Mme Guillard Elodie le 18 septembre 2025.
En l'espèce, la sollicitation consiste en la privatisation du domaine public dans le cadre de travaux pour l'amélioration d'une habitation en centre-ville par l'entreprise Teknik Original Natural d'Isolation.

ARRETE

ARTICLE 1

Il est alloué une occupation du domaine public au profit Mme Guillard Elodie aux conditions suivantes :

- **Durée d'occupation : du 2 au 24 octobre 2025.**
- Emplacement : 18 m² correspondant à l'emprise de dépôt de matériaux sur la voie publique, **située devant le 26 rue Ollivier Perrin.**
- Engagement du bénéficiaire : il prévendra la Ville en cas de dépassement de la période, sachant que le montant supplémentaire de la redevance sera égal à 0,40 €/m²/jour.
- Rappel des conditions d'une occupation temporaire du domaine public : toute occupation non autorisée sera facturée au triple du tarif x 3. Si une dégradation est constatée après occupation du domaine public, il est facturé la remise en état sur la base d'un devis établi par l'entreprise titulaire du marché de voirie. Il est également demandé de nettoyer l'emplacement après la fin des travaux.

ARTICLE 2 :

L'interdiction de stationner en dehors du bénéficiaire de l'AOT sera matérialisée par un barriérage et une signalisation réglementaire où sera affichée une ampliation du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 :

Le Directeur général des services municipaux et le Commandant de la brigade de gendarmerie de Rostrenen sont chargés de s'assurer de l'exécution du présent arrêté.

Rostrenen, le 24/09/2025

Le Maire,
Guillaume ROBIC

P.O. Jégo Christophe
Pluin Adjoint

